

Le manque de personnel, la surpopulation et maintenant le défaut d'argent...

Le 29 février 2024

Nous sommes confrontés, encore une fois, à une situation intolérable au sein de notre DI. Certains collègues se voient privés d'une partie de leur juste rémunération, tandis que d'autres subissent des retards de paiement qui mettent en péril leur situation financière et personnelle.

Il est inacceptable que certains de nos collègues se voient spoliés du paiement de leurs heures supplémentaires et l'indemnité des dimanches et des jours fériés, totalisant pour certains jusqu'à 1000 € ! Cette somme représente beaucoup pour eux et leurs familles, et leur déni de paiement est tout simplement scandaleux.

Pire encore, certains parmi nous n'ont même pas reçu leur salaire complet, les plongeant dans une situation désespérée où ils sont incapables de subvenir à leurs besoins essentiels. Comment peuvent-ils faire face à leurs crédits et charges lorsque leur salaire est amputé de manière injustifiée ?

La DI a fait des demandes d'avances à la trésorerie qui versera, pour ceux qui l'ont signalé, une avance qui ne correspond pas au salaire complet.

Nous sommes consternés par l'attitude de l'administration qui ne tire pas les leçons du passé. Il est inconcevable que des problèmes aussi cruciaux que les salaires impayés n'aient pas une solution d'urgence qui corresponde au manque sur les feuilles de paye afin de pallier aux erreurs qui peuvent être commises, mais qui malheureusement se répète mois après mois !

Pourtant notre administration n'est pas en retard et n'oublie pas de sanctionner les personnels ou d'appliquer des 1/30^{ème} pour travail mal fait.

En attendant, qui paie les AGIOS pour les retards de prélèvements ? Qui perd du temps et de l'énergie pour faire passer la pilule aux organismes de crédit ou aux factures diverses ? Tout ceci pour une erreur qui ne leur incombe pas !

Nous demandons que chaque collègue reçoive intégralement son salaire, y compris les heures supplémentaires dues, et que des mesures soient prises pour éviter que de telles injustices se reproduisent à l'avenir

LE BUREAU REGIONAL